

Le 16 avril, à Jérémie (département de la Grande-Anse), un soldat a tiré sur Joseph Pierre Daguy, un chauffeur de "tap-tap", et l'a blessé à la jambe. Le soldat avait auparavant pointé son arme sur la tempe de M. Daguy et s'appretait à tirer quand un de ses supérieurs est intervenu. La victime a été hospitalisée pendant trois semaines. Les autorités militaires locales prétendent avoir pris des mesures disciplinaires contre le fonctionnaire responsable, mais la Mission n'a pu vérifier ni la procédure, ni le type de sanctions mises en oeuvre.

Le 5 mai, le domicile de la famille Dessien, situé dans le quartier de Cité Soleil (Port-au-Prince) a été investi en pleine nuit par des hommes armés. Accusant M. Jules Dessien d'avoir été un militant actif de la campagne présidentielle du candidat Aristide, les individus ont frappé les habitants de la demeure, dont une enfant de trois ans, avec les crosses de leurs révolvers. Selon les témoignages rapportés par les voisins, plusieurs des agresseurs portaient l'uniforme vert olive. Les individus ont ensuite pris la fuite en emportant quelques biens ménagers et 800 dollars haïtiens.

En trois occasions (nuit du 8 au 9 mai, 10 mai, 11 mai), des "voleurs" ont visité un magasin et une propriété appartenant à M. Antoine Izméry, homme d'affaires qui avait financé la campagne électorale du Président Aristide, ainsi qu'une maison appartenant à un frère de M. Izméry. Ces "visiteurs" ont emporté peu d'objets et ont laissé des inscriptions hostiles au Président Aristide. M. Izméry a déjà été plusieurs fois l'objet de tels actes d'intimidation depuis le coup d'Etat du 30 septembre 1991, et l'un de ses frères a été assassiné en mai 1992.

#### IV. IMPACT DE LA MISSION, REACTIONS DES AUTORITES DE FACTO.

Dans un premier temps (du 14 février à la mi-avril 1993), la Mission a surtout été observée - par les autorités, par les secteurs démocratiques et par la population en général, spécialement à Port-au-Prince. Dans le cas des forces armées, cette attitude s'accompagnait d'une évidente réserve, voire d'une claire hostilité, et de comportements ou d'actions visant à jauger la Mission. Le premier test et l'un des plus spectaculaires (les événements de la cathédrale à Port-au-Prince) a eu lieu onze jours seulement après l'arrivée des premiers observateurs de la Mission. D'autres incidents, des tentatives d'intimidation, des entraves au travail des observateurs, des manquements aux termes de référence de la part des autorités militaires ont marqué la mise en place de la Mission dans les neuf départements.